



## Les veilles des documentalistes du ministère La lettre d'actualité

Chaque semaine, l'essentiel des publications économiques et financières

5 juin 2026

### L'Actu' des clics

#### Visualisation en ligne de la fiscalité locale en 2025

L'outil de la DGFiP de visualisation de la [fiscalité locale des particuliers et des professionnels](#) a été enrichi des données pour l'année 2025. Cet outil permet d'accéder sous forme de cartes dynamiques aux principales données de la fiscalité locale (taxe d'habitation, taxe foncière, taxe d'enlèvement des ordures ménagères et cotisation foncière des entreprises).

#### Plateforme pour aider les investisseurs étrangers à choisir la France

Le site [Welcome](#) de Business France évolue pour accompagner davantage les entreprises étrangères dans leur implantation et leur développement en France. Découvrez sur cette plateforme toutes les informations essentielles à la compréhension de l'environnement des affaires en France pour s'implanter ou recruter des talents internationaux.

### Focus - Démêler le vrai du faux

#### Accord commercial UE-Mercosur : distinguer le vrai du faux

En janvier 2026, le Conseil de l'Union européenne a adopté deux décisions autorisant la signature de l'accord global de partenariat et de commerce entre l'UE et le Mercosur. L'accord est entré en vigueur de manière provisoire le 1er mai 2026. Quelques narratifs trompeurs se sont fait une place dans le débat. Les Décodeurs de l'Europe vous aident à distinguer le vrai du faux.

### Administration

#### **Le compte des administrations publiques en 2025. Baisse du déficit avec des recettes croissantes et des dépenses en ralentissement**

Insee, Insee Première n° 2106, 4 p., mai 2026.

En 2025, le déficit public s'établit à 152,5 Md€ après 169,1 Md€ en 2024, soit 5,1 % du produit intérieur brut, après 5,8 %. Les recettes augmentent plus rapidement qu'en 2024, et davantage que l'activité. Les dépenses ralentissent du fait du repli des dépenses liées à la crise énergétique et de la baisse de l'inflation. La dette publique s'établit à 115,7 % du PIB, après 112,6 % en 2024.

### Banque - Finance

#### **Les données extra-financières dans la finance durable, reflet des évolutions et de la maturation du secteur**

Caisse des dépôts, Thibaud Barreau, Blog, 29 mai 2026.

La finance durable européenne s'est profondément transformée depuis le milieu des années 2010. Les données extra-financières sont devenues un pilier essentiel de l'analyse financière, à la fois pour anticiper les risques (climatiques, dits de transition et physiques), mais aussi pour orienter les investissements et répondre à des ambitions de transparence.

### Consommation

### **En mai 2026, les prix à la consommation augmentent de 2,4 % sur un an**

Insee, Informations rapides, n° 136, 2 p., 29 mai 2026.

Sur un an, selon l'estimation provisoire réalisée en fin de mois, les prix à la consommation augmenteraient de 2,4 % en mai 2026, après +2,2 % en avril. Comme en mars et en avril, la hausse de l'inflation s'expliquerait par l'accélération des prix de l'énergie, portée ce mois-ci par une hausse de ceux du gaz. Sur un mois, les prix à la consommation augmenteraient pour le 4<sup>e</sup> mois consécutif.

### **La consommation des ménages en biens se replie en avril 2026 (-0,5 % après +0,9 %)**

Insee, Informations rapides, n° 134, 4 p., 29 mai 2026.

En avril 2026, les dépenses de consommation des ménages en biens se replient sur un mois. La consommation d'énergie repart à la baisse et la consommation de biens fabriqués ralentit. La consommation alimentaire est quasi stable.

## **Économie**

### **Les comptes de la Nation en 2025. Le PIB ralentit et le pouvoir d'achat des ménages se replie**

Insee, Janine Eguienta, Jean-Cyprien Héam, Pauline Meinzel, Insee Première n° 2105, 4 p., mai 2026.

En 2025, l'activité ralentit : le PIB croît de 0,8 %, après une croissance de +1,5 % en 2024. La croissance de l'économie française est portée par la demande intérieure et par un mouvement de restockage. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages par unité de consommation se replie de 0,7 % après +2,2 %, principalement sous l'effet d'un fort repli des dividendes versés aux ménages, contrecoup du bond enregistré en 2025.

### **Au premier trimestre 2026, l'emploi salarié est stable**

Insee, Informations rapides, n° 135, 6 p., 29 mai 2026.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2026, l'emploi salarié est stable après une quasi-stabilité au trimestre précédent. Il se situe 0,2 % sous son niveau d'un an auparavant, mais dépasse encore nettement son niveau d'avant la crise sanitaire, fin 2019. Dans le secteur privé et la fonction publique, l'emploi salarié est quasi stable.

### **Au premier trimestre 2026, le PIB se replie légèrement (-0,1 %) et le taux de marge des SNF fléchit (31,7 % après 32,5 % au trimestre précédent)**

Insee, Informations rapides, n° 133, 4 p., 29 mai 2026.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2026, le produit intérieur brut en volume se replie légèrement. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (RDB) par unité de consommation recule légèrement. Le taux d'épargne des ménages augmente de nouveau : il s'établit ainsi à 17,9 % de leur RDB, après 17,7 % au trimestre précédent.

### **Les gains de productivité français en partie retrouvés, sans effacer le retard accumulé**

Insee, Gaston Vermersch, Blog de l'Insee, 29 mai 2026.

L'ampleur du décrochage de la productivité du travail en France depuis la crise sanitaire de 2020 a été réévaluée à l'occasion de la sortie des comptes de la Nation : en 2023, la productivité apparente du travail en France, mesurée comme le rapport du produit intérieur brut à l'emploi exprimé en personnes physiques, est estimée à 4,6 points en deçà de sa tendance d'avant crise sanitaire, contre 5,5 points lors d'une première évaluation réalisée il y a deux ans.

## **Économie internationale**

### **Perspectives économiques de l'OCDE : Sous pression**

OCDE, Volume 2026/1, 203 p., juin 2026.

Dans l'hypothèse d'un règlement durable du conflit au Moyen-Orient, l'OCDE prévoit que la croissance mondiale reculerait de 3,4 % en 2025 à 2,8 % en 2026, avant de se redresser pour s'établir à 3,1 % en 2027. Dans la zone euro, la croissance devrait rester modeste en 2026, à 0,8 %, avant de se hisser à 1,2 % en 2027. Dans le scénario de « perturbations prolongées », la croissance mondiale ralentit pour s'établir à 2,1 % en 2026 puis à 1,8 % en 2027.

### **L'Union européenne sous pression : les droits de douane américains redirigent-ils les exportations chinoises vers l'Europe ?**

CEPII, La Lettre du CEPII, n° 466, 4 p., mai 2026.

La forte hausse récente des importations européennes en provenance de Chine intervient dans un contexte de tensions commerciales renouvelées entre les États-Unis et la Chine. Cette évolution reflète-t-elle une dynamique propre à l'économie européenne ou la redirection d'exportations chinoises détournées du marché américain ?

### **La politique budgétaire sous pression : endettement élevé, risques croissants**

Fonds monétaire international, Moniteur des finances publiques, Chapitre 1, Avril 2026.

La dette publique mondiale a frôlé 94 % du PIB en 2025 et devrait atteindre 100 % d'ici 2029, un an plus tôt que selon les projections d'avril 2025. Cette accumulation est largement le fait des principales puissances économiques.

#### **L'inflation annuelle dans la zone euro en hausse à 3,2 %** (en anglais)

Eurostat, Euro indicateurs, 2 juin 2026.

L'inflation annuelle dans la zone euro devrait s'établir à 3,2 % en mai 2026, contre 3,0 % en avril, selon une estimation rapide d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. L'énergie devrait afficher le taux annuel le plus élevé en mai (10,9 %), suivie des services (3,5 %), de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (2,0 %) et des biens industriels hors énergie (0,9 %).

## Énergie

#### **Le défi du réseau électrique européen : un tournant décisif pour l'accélération de l'électrification** (en anglais)

Ifri, Arthur Daemers, 14 p., mai 2026.

L'Europe s'est fixé des objectifs ambitieux de déploiement des énergies renouvelables, de stockage et d'électrification. Ces objectifs ne pourront être atteints que si le continent construit et déploie une quantité historique de réseaux électriques, les opère de manière innovante et renforce sa résilience face à de nouvelles menaces.

## Entreprise

#### **Céder mon entreprise en 6 étapes clés**

Les Clés de la banque, Les guides bancaires, n° 18/Entreprendre, 32 p., juin 2026.

Ce guide s'adresse aux professionnels souhaitant céder leur entreprise. Il les aide à anticiper les points clés et à structurer leur projet de cession, étape par étape.

#### **À domicile et à l'étranger : à partir de quand le télétravail transfrontalier crée-t-il une présence imposable ?**

OCDE, Jessica Di Maria, Lee Harley, Blog, 26 mai 2026.

À l'heure où le télétravail s'étend au-delà des frontières, où s'applique la fiscalité ? Découvrez comment les principes directeurs de l'OCDE et le Modèle de Convention fiscale de l'OCDE aident les entreprises à s'y retrouver en matière de présence imposable et à appliquer les règles fiscales internationales dans une économie numérisée en mutation.

#### **Entreprises françaises : existe-t-il un écart d'adoption de l'IA ?**

Banque de France, Sarah Mouabbi, Sebastian Stumpner, Bloc-notes Éco n° 451, 6 p., 28 mai 2026.

Une enquête menée dans 12 pays de la zone euro montre que les entreprises françaises adoptent moins l'IA que leurs homologues européens. Elles expriment plus de préoccupations sur les données et la confidentialité et cet écart d'adoption de l'IA devrait s'accroître avec le temps.

## Environnement

#### **Bilan environnemental de la France - Édition 2025**

Commissariat général au développement durable, Datalab, 178 p., mai 2026.

Les activités économiques exercent de fortes pressions sur les ressources et les milieux. Les moyens financiers mobilisés pour prévenir les pollutions, restaurer les milieux et limiter la surexploitation des ressources atteignent 100 Md€ en 2023, soit 3,5 % du PIB. Près d'une quarantaine d'impôts taxent des produits ou activités nuisibles à l'environnement, pour un total de 50 Md€ en 2023.

## Finances publiques

#### **Le bilan incertain de la concurrence ferroviaire sur les finances publiques**

Sénat, Marie-Claire Carrère-Gée, Hervé Maurey, Rapport d'information n° 633, 180 p., 19 mai 2026.

Selon les auteurs de ce rapport, la principale faille de l'ouverture du système ferroviaire à la concurrence est l'absence de définition d'un intégrateur, essentiel pour en maintenir la cohérence d'ensemble. Ils préconisent de faire émerger un coordonnateur afin de maîtriser les évolutions structurelles du système, de façon à ce qu'elles s'inscrivent dans l'intérêt général.

#### **Les comptes du Sénat de l'exercice 2025**

Sénat, Dominique de Legge, Éric Jeansannetas, Rapport d'information n° 628, 188 p., 13 mai 2026.

Le budget du Sénat pour 2025 s'élevait à 381,8 M€ contre 377,1 M€ en 2024 (+1,29 %). L'exécution du budget fait apparaître une dépense totale de 358,75 M€, soit une sous-exécution de près de 23,1 M€ et un taux

d'exécution de 94,0 %. Les dépenses s'établissent ainsi à un niveau comparable à celui de l'année 2024 (+ 0,42 %).

#### **Situation mensuelle comptable des collectivités locales n°43 : situation 2025 au 30 avril 2026**

Direction générale des finances publiques (DGFIP), DGFIP Data Collectivités locales n° 43, 13 p., juin 2026.  
Les recettes réelles de fonctionnement de l'ensemble des collectivités locales en 2025 sont en hausse au 30 avril 2026 (+2,3 % soit +5,5 Md€), liées notamment à la hausse des recettes fiscales. Les dépenses réelles de fonctionnement des collectivités augmentent (+1,4 % soit +2,9 Md€), notamment sous l'impulsion des frais de personnel, des achats et charges externes ainsi que des frais de séjour.

#### **Rapport d'information (...) sur le rapport d'avancement annuel du plan budgétaire et structurel à moyen terme 2025-2029**

Sénat, Jean-François Husson, Rapport d'information n° 569, 35 p., 28 avril 2026.  
Le rapport d'avancement annuel (RAA) est le document par lequel l'exécutif rend compte à la Commission européenne de l'application du plan budgétaire et structurel à moyen terme (PSMT). Selon ce rapport d'information sur le RAA, si les engagements européens de la France ont été respectés en 2025, le RAA 2026 assume une absence de stratégie pluriannuelle des finances publiques et, déjà, un recul par rapport aux engagements précédemment pris.

## Fiscalité

#### **Analyse de l'évolution des produits 2025 de la fiscalité directe locale des collectivités territoriales** (pdf - 957 ko)

Direction générale des collectivités locales (DGCL), 20 p., mai 2026.  
En 2025, le produit global de fiscalité directe locale toutes collectivités confondues est en hausse de +1,3 % et atteint 121,3 Md€ (119,7 Md€ en 2024), porté principalement par la progression de la taxe foncière sur les propriétés bâties. La fiscalité directe locale constitue ainsi la moitié des recettes réelles de fonctionnement des collectivités.

## Marchés publics

#### **Clauses et recommandations pour l'accessibilité numérique dans les marchés publics**

Observatoire économique de la commande publique, 31 p., mai 2026.  
Ce guide vise à accompagner les acheteurs publics dans la prise en compte de l'accessibilité numérique dans leurs marchés. Il répond aux questions majeures à se poser et propose des exemples de clauses et de critères adaptés aux principaux types de marchés numériques. Il présente également des bonnes pratiques.

## Société - Vie sociale

#### **Entre 2022 et 2025, plus d'une personne sur cinq a fait l'expérience de la privation matérielle et sociale**

Insee, Benjamin Gilbert, Insee Première n° 1014, 4 p., 25 mai 2026.  
En France hors outre-mer, plus de 6 personnes sur 10 en situation de privation matérielle et sociale une année donnée y sont encore l'année suivante. Le taux de persistance à trois ans dans la privation matérielle et sociale est élevé : parmi les personnes en situation de privation matérielle et sociale en 2022, une sur deux y est encore en 2025.



**Besoin d'aide pour trouver une information ou un document ?**

[Contacter les documentalistes du ministère](#)

### Qui sommes-nous ?



[Missions et démarche qualité des documentalistes](#)

### Restez informé·e



[Lettres d'information](#)



[Site internet](#)

Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez un courrier au Secrétariat Général des ministères économiques et financiers - BDA - Secteur documentation externe 12 Place du Bataillon du Pacifique - 75572 Paris cedex 12 ou un courriel en [cliquant ici](#).

[Se désabonner](#)

ISSN : 3001-0918

Image : © Epectura / Milkos